Cinquante-sixième année. - N° 132 A Vendredi 8 juillet 2022

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 1081

75 – PARIS

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Ventes et cessions

439 899 972 RCS Paris.
BECAUSE.
Forme : Société par actions simplifiée.
Capital : 1063800.00 EUR.
Adresse : 167, avenue Victor Hugo, 75116 Paris.
Précédent propriétaire : 439 899 972 RCS Paris. **BECAUSE.**
Oppositions : Article L.236-14 du code de commerce.
Commentaires : Avis au Bodacc relatif au projet commun de fusion nationale. Société absorbante : LA NOUVELLE Forme : Société par actions simplifiée Adresse du siège : 167 avenue Victor Hugo 75116 Paris Capital : 544714.00 EUR Numéro unique d'identification : 802003210 Lieu d'immatriculation : Paris. Société absorbee : BECAUSE Forme : Société par actions simplifiée Adresse du siège : 167 avenue Victor Hugo 75116 Paris Capital : 1063800.00 EUR Numéro unique d'identification : 439899972 Lieu d'immatriculation : Paris. Evaluation de l'actif et du passif dont la transmission à la société absorbante est prévue : actif de 1324352.00 EUR - passif de 1023152.00 EUR. Rapport d'échange des droits sociaux : La société LA NOUVELLE détenant la totalité des actions de la société BECAUSE et s'engageant à les conserver jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, il n'est pas établi de rapport d'échange et la société LA NOUVELLE ne procédera à aucune augmentation de son capital social. - Prime de fusion: Néant. Date du projet commun de fusion : 28.06.2022. Date et lieu du dépôt du projet au RCS au titre de chaque société participante : Pour la société LA NOUVELLE : 05.07.2022 (au greffe du tribunal de commerce de Paris). Pour la société BECAUSE : 05.07.2022 (au greffe du tribunal de commerce de Paris)..